

venues de France par la circulation des livres; en 1793, le corps malade de Jean-Paul Marat devient, aux yeux de ses ennemis, le signe évident d'une infamie politique. Quelques mois plus tard, Robespierre est lui-même affublé de diverses maladies qui expliqueraient son goût pour la violence... Autant de matériaux qui, aujourd'hui encore, alimentent la légende noire dont il est l'objet. Quelques jours avant sa chute politique (le 9 thermidor an II, soit le 27 juillet 1794), un commissaire du département de Paris informe la Convention nationale de nombreuses rumeurs sur une menace de peste qui planerait sur la capitale, signe encore de l'articulation étroite entre les phases de crise politique et la présence, avérée ou non, d'épidémies.

UNE POLITIQUE SANITAIRE RENFORCÉE

Au-delà des discours, les autorités révolutionnaires, qui se situent dans l'héritage de la monarchie absolutiste, se montrent particulièrement soucieuses de la santé des populations: royaume le plus peuplé d'Europe, la France tire sa puissance politique, économique et culturelle de sa vitalité démographique qui s'appuie, depuis le début du XVIII^e siècle, sur la baisse des mortalités liées aux «pestes» et aux épidémies. Après 1789, les autorités maintiennent, voire renforcent, les différents dispositifs qui constituent la «police sanitaire» de l'Ancien Régime: surveillance et mise en quarantaine des vaisseaux venant des zones à risque en Méditerranée; surveillance administrative de la circulation des maladies; lutte contre les «miasmes» et la mauvaise qualité de l'air par l'assèchement des étangs et le déplacement des cimetières; dans les grandes villes, éloignement de toutes les activités polluantes des zones les plus peuplées, comme les boucheries, les mégisseries ou les tanneries.

Entre 1789 et 1790, les nouvelles municipalités maintiennent ces contraintes, préservant ainsi la santé des citoyens qui composent la nouvelle nation «régénérée». Les membres de la Société royale de médecine, institution créée en 1776 en grande partie pour lutter contre les épidémies, poursuivent leurs travaux, en particulier leurs enquêtes menées dans les différentes provinces afin de dresser une cartographie sanitaire et épidémiologique de la nation. Selon son secrétaire général, Félix Vicq d'Azyr, il convient de relier les origines, souvent complexes, des épidémies aux milieux naturels et sociaux dans lesquels vivent les populations, comme il l'énonce en 1786 lors d'une séance:



Jean-Paul Marat (ici par J. L. Copia, d'après un dessin de Jacques Louis David, 1793) souffrait d'une maladie de peau dans laquelle ses détracteurs voyaient une infamie politique.

La topographie exacte des lieux, les observations météorologiques, la description des maladies, dans l'ordre où elles ont paru, ainsi que l'exposé de leurs symptômes, simple, dégagé de tout système, de toute explication, sont les seuls et vrais moyens de parvenir à cette connaissance désirée. Il serait utile pour notre art qu'il existât, si j'ose m'exprimer ainsi, une carte chronologique, uni-

verselle et méthodique des épidémies, par le moyen de laquelle l'origine et le développement de chacune se présenteraient à l'œil du véritable médecin, la cause lui en serait connue, et la sûreté du traitement en deviendrait une conséquence aussi précieuse que réelle: peut-être même qu'instruit sur l'avenir, par la connaissance du passé, il en prévendrait les ravages; et la maladie combattue dès sa naissance, avec les armes appropriées, serait et moins étendue et moins funeste.

En novembre 1790, le même Vicq d'Azyr présente aux députés de l'Assemblée constituante (au sein de laquelle existe un Comité de santé) un vaste plan général de réorganisation de la médecine française. Aux yeux de ce dernier, comme de nombreux médecins hygiénistes que l'on retrouve au sein des diverses administrations tant nationales que locales, la période qui s'ouvre avec la

Révolution doit permettre de renforcer encore l'intervention de l'État pour lutter contre les maladies et garantir la santé publique.

Aux côtés des préconisations visant à améliorer le fonctionnement institutionnel des hôpitaux et à réformer en profondeur un système d'enseignement jugé totalement inadapté, Vicq d'Azyr insiste sur la place centrale que doivent occuper les médecins, chirurgiens, sages-femmes et vétérinaires dans la mise en œuvre d'une véritable politique sanitaire. Ces derniers sont en effet appelés à jouer un rôle politique et social fondamental puisqu'ils doivent garantir la santé de la nation: il ne s'agit pas seulement de soigner les populations, mais aussi de prévenir tous les risques susceptibles de provoquer les maladies et d'en favoriser la circulation.

En septembre 1791, les constituants adoptent un décret qui reprend les propositions de Vicq d'Azyr. Au nom de la lutte contre les maladies épidémiques, endémiques et épi-zootiques, ce décret donne aux médecins d'importants pouvoirs. Garants de la salubrité et de l'hygiène publique, ils interviennent sur des terrains aussi divers que l'aménagement urbain, le contrôle des activités industrielles (particulièrement chimiques) et artisanales, le contrôle des manufactures ou la surveillance des circuits alimentaires, des prisons, des ➤

> hôpitaux et, plus généralement, de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la santé des populations: les cimetières, les mines, les égouts, les boucheries, les abattoirs, les métiers utilisant des animaux, des minéraux ou des substances considérées comme toxiques.

Dans la France révolutionnaire, le médecin devient ainsi un rouage central de l'encadrement administratif. Dans les faits, de nombreuses résistances se font jour contre cette emprise médicale: aux contraintes médicales s'opposent en effet d'autres logiques, en particulier celle des partisans des «libertés» de commercer et d'entreprendre, qui, s'appuyant sur la loi d'Allarde (également votée en 1791 et autorisant quiconque à exercer la profession qu'il souhaite tant qu'il s'est pourvu d'une patente), refusent de soumettre leurs activités à une politique sanitaire jugée coercitive.

SANTÉ VERSUS ÉCONOMIE DE GUERRE

L'entrée en guerre de la France contre l'Autriche en avril 1792, puis son extension au printemps 1793, bouleversent les fondements de la politique sanitaire. Néanmoins, la préservation de la santé des populations, comme des animaux, reste un impératif pour les autorités révolutionnaires. Alors qu'il devient nécessaire de lever des hommes, de les nourrir et de les équiper, il s'agit en effet d'éviter des épidémies et les épizooties. Dans plusieurs départements, les représentants en mission, aidés de médecins et de vétérinaires, prennent des mesures pour lutter contre les épizooties: isolement ou abattage des bêtes malades, enfouissement des cadavres et des fumiers...

Les mesures pour préserver la santé des populations se heurtent cependant de plus en plus aux contraintes de l'économie de guerre, indispensables à la survie de la République. Alors que les autorités ne cessent de proclamer la nécessité de préserver la santé des populations et des animaux, le gouvernement révolutionnaire justifie, à partir de 1793, la suppression des mesures coercitives sur lesquelles reposait la police sanitaire mise en œuvre depuis 1789. Il autorise ainsi l'installation en plein centre de Paris d'activités polluantes, au risque de mettre en danger la santé des populations environnantes.

Arsenal de la République où viennent se concentrer les usines d'armes et d'équipement, Paris devient la capitale la plus polluée d'Europe. Autour de Notre-Dame, la Seine se transforme en un véritable couloir de la chimie accueillant des manufactures grandes consommatrices d'acides, de chlores ou de sodes dont la production et l'utilisation sont de moins en moins contrôlées. Arsenal militaire, Paris devient une capitale où les activités polluantes et salissantes peuvent désormais s'implanter

avec l'appui des autorités et la caution de certains savants, en particulier les chimistes.

Lorsqu'ils se déplacent pour expertiser les effets des pollutions, il n'est pas rare que les médecins en minimisent la portée et préconisent de simples mesures d'hygiène qui ne sont pas à la mesure des risques subis par les populations.

Les témoignages de voyageurs, présents à Paris, soulignent les effets toxiques de ces pollutions sur les populations: «On peut dire avec la plus grande vérité, que Paris est malade: point de bonnes mines, pâleur d'objets, en tout et partout l'apparence du malheur. Voilà du moins le premier coup d'œil, en parcourant beaucoup de rues dans le centre de la ville», écrit le comte italien Bartolomeo Benincasa dans son *Journal d'un voyageur neutre* (1796).

Dans ce climat particulièrement malsain auquel s'ajoute la peur d'une invasion étrangère, toutes les rumeurs sur de possibles épidémies constituent pour les autorités de réelles menaces. Les «ennemis» ne sont-ils pas tentés d'empoisonner les Parisiens? Durant l'été 1794, une maladie suspecte se déclenche au cœur même de l'école de Mars, créée en juin pour

L'APPORT DE LA MÉDECINE ITALIENNE

Au fil de l'avancée des troupes républicaines dans les territoires italiens, les médecins français sont entrés directement en relation avec leurs confrères italiens, dont les travaux et pratiques en matière de soins, d'usages des médicaments et d'aménagements des établissements hospitaliers étaient considérés comme des modèles dans toute l'Europe. Au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle, nombre de ces médecins réformateurs italiens (tel le médecin napolitain Antonio Savaresi, qui participa ensuite à l'expédition d'Égypte et à celle de Saint-Domingue en 1802) s'étaient engagés dans les mouvements patriotiques qui remettaient en cause les régimes princiers et aristocratiques

en Italie. Certains ont donc accueilli les armées françaises avec enthousiasme. À leurs côtés, les médecins militaires français se sont familiarisés avec de nouvelles techniques chirurgicales et ont appris l'usage de nouveaux médicaments (en particulier le laudanum). Sur un plan plus théorique, le terrain italien, et notamment la remarquable gestion des zones humides, a confirmé l'importance accordée aux thèses néohippocratiques (selon lesquelles les origines des maladies et de leurs traitements doivent être recherchées dans les environnements – les miasmes – où vivent les populations). Il a aussi permis aux Français d'accéder aux travaux du médecin écossais John Brown (1735-1788), dont les recherches sur les nouveaux médicaments ont transformé en profondeur les pratiques thérapeutiques en Europe.